

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la situation en Ukraine et les relations entre la France et la Russie, à Moscou le 6 décembre 2014.

« J'ai saisi l'occasion qui m'était donnée, revenant du Kazakhstan, d'avoir une rencontre avec le Président POUTINE. Nous avons, bien sûr, parlé de l'Ukraine, mais pas seulement de l'Ukraine. De l'Ukraine, parce que la France veut que cette crise se termine. C'est une souffrance. Une souffrance d'abord pour les Ukrainiens. Une souffrance aussi parce qu'il y a des sanctions. Une souffrance parce qu'il n'y a pas, avec la Russie, les échanges qui devraient être normalement établis.

Nous devons donc utiliser tous les instruments pour sortir de cette crise. L'instrument qui est à notre portée, c'est tout simplement ce qu'ont signé les protagonistes eux-mêmes, c'est-à-dire le protocole de Minsk. C'était au mois de septembre dernier. Vous savez que la France avait initié ce processus, d'une certaine façon, avec l'Allemagne, à l'occasion de ce que l'on a appelé le « sommet de Normandie ». C'était le 6 juin. Six mois après, nous devons faire en sorte que cet accord de Minsk, qui a été signé au mois de septembre, puisse s'appliquer dans son intégralité. Cela veut dire quoi ? Cela veut dire que le cessez-le-feu qui sera proclamé, demain ou après-demain, puisse être effectif, c'est-à-dire pleinement, entièrement, respecté. Cela veut dire ensuite qu'il y ait des échanges de prisonniers, comme cela était prévu, qu'il y ait aussi un dialogue politique entre Ukrainiens, dans le cadre de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. C'est un principe essentiel. Cela veut dire enfin qu'il puisse y avoir le respect des frontières, notamment entre l'Ukraine et la Russie. Sur tous ces points, il doit y avoir maintenant, non pas simplement des avancées, mais des résultats.

J'ai également abordé avec le Président POUTINE les questions relatives à l'Iran, notamment ce qui doit être négocié pour que l'Iran renonce à l'arme nucléaire, et la Syrie, où nous devons faire en sorte qu'une solution politique puisse être trouvée en même temps que nous sommes obligés d'agir contre Daech, contre le terrorisme.

C'est important, quand il y a des moments de crise, que la France soit à l'initiative. Elle l'a été, il y a encore quelques mois j'évoquais le « sommet de Normandie » avec Angela MERKEL. Elle l'est encore et elle le sera toujours. Car le rôle de la France, c'est de chercher des solutions et d'éviter que des problèmes puissent dégénérer.

Aujourd'hui, je voulais, avec le Président POUTINE, envoyer un message qui est celui de la désescalade. Et aujourd'hui, elle est possible. Merci. »